

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1178**11 novembre 2003****SOMMAIRE**

Actaris Development S.A., Luxembourg	56534	Hypo Portfolio Selection Sicav, Luxembourg	56538
Actaris Holding Luxembourg S.A., Luxembourg	56534	I.G.S. Luxembourg S.A., Luxembourg	56530
Afford Holdings S.A., Luxembourg	56542	Immo-World, S.à r.l., Clervaux	56525
Agilitas S.A., Diekirch	56517	IPConcept Fund Management S.A.	56503
American Express Management Company S.A., Luxembourg	56531	JPMorgan Fleming Funds, Sicav, Senningerberg	56541
Apone S.A., Luxembourg	56544	Jupiter S.A.H., Luxembourg	56540
AXA World Funds II Sicav, Luxembourg	56531	Logis Nautique S.A., Luxembourg	56531
Bambi S.A.H., Luxembourg	56540	Luana, S.à r.l., Ettelbruck	56516
Batibel, S.à r.l., Bissen	56524	Menarini International Operations Luxembourg S.A., Luxembourg	56524
Beos Holding S.A., Luxembourg	56543	Mikuni S.A., Luxembourg	56515
Billington Holding S.A., Luxembourg	56540	Moissac S.A., Luxembourg-Kirchberg	56533
Boucherie de Diekirch S.A., Ingeldorf	56526	Montalvo S.A., Luxembourg	56530
Brasrio Investments S.A., Luxembourg-Kirchberg	56533	Montalvo S.A., Luxembourg	56530
Briscom S.A., Luxembourg	56529	Myrtille S.A.H., Luxembourg	56539
Cactus Bazar II S.A., Diekirch	56527	Patrifam S.A.H., Luxembourg	56544
Café de l'Usine, S.à r.l., Differdange	56532	Planetarium Advisor S.A., Luxembourg	56530
CNR International (Luxembourg) S.A., Munsbach	56514	Planetarium Fund, Sicav, Luxembourg	56531
CNR International (Luxembourg) S.A., Munsbach	56514	PMK International S.A., Luxembourg	56529
CNR International (Luxembourg) S.A., Munsbach	56514	Roadster Two, S.à r.l., Luxembourg	56529
Compagnie Belge d'Irrigation et d'Assainissement S.A.H., Luxembourg	56528	Robeco Capital Growth Funds, Sicav, Luxem- bourg	56538
Cup Investment S.A.H., Luxembourg	56541	Robeco Interest Plus Funds, Sicav, Luxembourg	56538
Dewaay Global, Sicav, Luxembourg	56498	Romaver Company S.A., Luxembourg	56539
Dewaay Global, Sicav, Luxembourg	56501	Roxas Holding S.A., Luxembourg	56543
Dikrecher Supermaart S.A., Ingeldorf	56525	Salon Susi, S.à r.l., Ettelbruck	56515
Dolberg S.A.H., Luxembourg	56541	Say Holding S.A., Luxembourg	56543
Euro Entertainment S.A.	56532	Scandinavian Investment S.A., Luxembourg	56501
Euro Entertainment S.A.	56532	Scandinavian Investment S.A., Luxembourg	56501
European Collective Integral Luxembourg S.A., Luxembourg	56529	Scorenco S.A.H., Luxembourg	56502
European Communication and Transports S.A., Luxembourg	56540	Signal Lux International S.A., Luxembourg	56528
Fidelin S.A.H., Luxembourg	56527	Sinopia Multi Index Fund, Sicav, Luxembourg	56533
Fidelin S.A.H., Luxembourg	56527	Sinopia Multi Index Fund, Sicav, Luxembourg	56533
Folio S.A.H., Luxembourg	56502	Socade S.A., Echternach	56526
FondsSelector SMR Sicav, Luxembourg-Strassen	56542	Soparad Holding S.A., Luxembourg	56532
General Development Activities - G.D.A. S.A., Luxembourg-Kirchberg	56532	SPC Holding S.A., Luxembourg	56525
Global Business Investments S.A., Luxembourg	56520	SPC Holding S.A., Luxembourg	56525
Helvetia Capital Holding S.A., Luxembourg	56513	SPGM, S.à r.l.	56519
Helvetia Capital Holding S.A., Luxembourg	56513	Verdoso Financial Holding S.A., Luxembourg	56516
		Weis Transports S.A., Strassen	56528
		Western Waterways S.A., Luxembourg	56526

DEWAAY GLOBAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 61.318.

L'an deux mille trois, le huit octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable DEWAAY GLOBAL, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 24 octobre 1997, publié au Mémorial C numéro 668 du 28 novembre 1997, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, prénommé, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 262 du 15 avril 1999.

L'assemblée est ouverte à quatorze heures sous la présidence de Madame Nicole Uhl, Fondé de Pouvoir Principal, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 14, boulevard Royal.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Lydie Moulard, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 14, boulevard Royal.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Hélène Cruz Dias, employée privée, demeurant à Alzingen.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues:

a) dans le Mémorial, Recueil C:

numéro 915 du 6 septembre 2003

numéro 971 du 22 septembre 2003

b) dans le Luxemburger Wort:

le 6 septembre 2003

le 22 septembre 2003

c) dans la Voix du Luxembourg:

le 6 septembre 2003

le 22 septembre 2003

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste a été dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, et elle restera, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification des articles 1^{er}, 12 et 31 des statuts afin de prévoir la désolidarisation des compartiments.

- Modification de l'article 20 des statuts comme suit:

«La société pourra conclure une convention avec un ou plusieurs conseillers ou gestionnaires, aux termes de laquelle ces derniers assureront les fonctions de conseil en investissements ou de gestion des avoirs de la société.» et ajout des termes «du Gestionnaire» à la 2^{ème} phrase de l'article 31.

- Modification du 4^{ème} paragraphe de l'article 25 des statuts comme suit:

«L'assemblée générale est convoquée dans les formes et délais prévus par la loi, par lettre adressée à chacun des actionnaires en nom. Si des actions au porteur sont en circulation, la convocation fera l'objet d'avis dans les formes et délais prévus par la loi.»

IV. Qu'il résulte de la liste de présence prémentionnée que sur les 116.715 (cent seize mille sept cent quinze) actions en circulation, 1 (une) action est représentée à la présente assemblée.

V. Qu'une première assemblée générale extraordinaire, convoquée en conformité avec l'article 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales et ayant eu le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 3 septembre 2003 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin de prévoir la désolidarisation des compartiments, l'Assemblée décide de modifier les articles 1^{er}, 12 et 31 des statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe entre les comparants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme fonctionnant sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) sous la dénomination DEWAAY GLOBAL (la «Société»).

Art. 12. Calcul de la valeur nette des actions. La valeur nette d'une action, quel que soit le compartiment au titre duquel elle est émise, sera exprimée dans la devise choisie par le conseil d'administration par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Evaluation défini à l'article 13 des présents statuts, les avoirs nets du compartiment concerné par le nombre d'actions émises au titre de ce compartiment, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation des avoirs nets de ce compartiment entre les actions de distribution et les actions de capitalisation émises au titre de ce compartiment, conformément aux dispositions sub V du présent article.

L'évaluation des avoirs nets des différents compartiments se fera de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront:

1. toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus et les intérêts courus;
2. tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
3. tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;
4. tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telle que la négociation ex-dividende ou ex-droits);
5. tous les intérêts courus et non-échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
6. les frais d'établissement de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;
7. tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

- a) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
- b) la valeur des titres représentatifs d'organismes de placement collectif sera déterminée par la dernière valeur nette d'inventaire disponible par part.
- c) la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées ou cotées à une bourse sera déterminée suivant le dernier cours disponible applicable au Jour d'Evaluation en question;
- d) la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées à d'autres marchés réglementés, en fonctionnement régulier, reconnus et ouverts au public est basée sur le dernier prix disponible le Jour d'Evaluation en question;
- e) dans la mesure où des valeurs mobilières en portefeuille au Jour d'Evaluation ne sont pas négociées ou cotées à une bourse ou à un tel autre marché ou, si pour des valeurs cotées ou négociées à une bourse ou à un tel autre marché, le prix déterminé conformément aux dispositions sub c) ou d) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle sera estimée avec prudence et bonne foi;
- f) les valeurs exprimées en une autre devise que celle des compartiments respectifs sont converties au dernier cours moyen connu.

II. Les engagements de la Société comprendront:

1. tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles;
2. tous les frais d'administration échus ou dus, y compris la rémunération des dépositaires et autres mandataires et agents de la Société;
3. toutes les obligations connues échues ou non échues;
4. une réserve appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le conseil d'administration ainsi que d'autres réserves autorisées ou approuvées par le conseil d'administration;
5. toutes autres obligations de la Société de quelque nature que ce soit à l'exception des engagements représentés par les moyens propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

III. Le conseil d'administration établira pour chaque compartiment une masse d'avoirs qui sera attribuée, de la manière qu'il sera stipulé ci-après, aux actions émises au titre du compartiment concerné conformément aux dispositions du présent article, en procédant notamment, s'il y a lieu, à une ventilation de cette masse d'avoirs entre les actions de distribution et les actions de capitalisation de ce compartiment, conformément aux dispositions sub V du présent article. A cet effet:

1. Les produits résultant de l'émission des actions relevant d'un compartiment donné seront attribués dans les livres de la Société à ce compartiment, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ce compartiment, seront attribués à ce compartiment;
2. lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment auquel cet avoir appartient;
3. lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un compartiment déterminé ou avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment;
4. au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne pourrait pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments au prorata des valeurs nettes des actions émises au titre des différents compartiments;
5. à la suite du paiement de dividendes à des actions de distribution relevant d'un compartiment donné, la valeur d'actif net de ce compartiment attribuable à ces actions de distribution sera réduite du montant de ces dividendes, conformément aux dispositions sub V du présent article.

IV. Pour les besoins de cet article:

1. chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'article 9 des présents statuts, sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du Jour d'Evaluation s'appliquant au rachat de cette action et son prix sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considéré comme engagement de la Société;

2. chaque action à émettre par la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues, sera traitée comme étant émise à partir de la clôture du Jour d'Evaluation lors duquel son prix d'émission a été déterminé, et son prix sera traité comme un montant dû à la Société jusqu'à ce qu'il ait été reçu par elle;

3. tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société exprimés autrement qu'en la devise respective de chaque compartiment seront évalués en tenant compte des taux de change en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la valeur nette des actions; et

4. il sera donné effet, au Jour d'Evaluation, à tout achat ou vente de valeurs mobilières contracté par la Société, dans la mesure du possible.

V. Dans la mesure et pendant le temps où parmi les actions correspondant à un compartiment déterminé, des actions de distribution et des actions de capitalisation auront été émises et seront en circulation, la valeur de l'actif net de ce compartiment, établie conformément aux dispositions sub I à IV du présent article, sera ventilée entre l'ensemble des actions de distribution d'une part, et l'ensemble des actions de capitalisation d'autre part, dans les proportions suivantes:

Au départ, le pourcentage du total des avoirs nets du compartiment correspondant à l'ensemble des actions de distribution sera égal au pourcentage que représente l'ensemble des actions de distribution dans le nombre total des actions émises et en circulation au titre du compartiment concerné. Pareillement, le pourcentage du total des avoirs nets du compartiment correspondant à l'ensemble des actions de capitalisation sera égal au pourcentage que représente l'ensemble des actions de capitalisation dans le nombre total des actions émises et en circulation au titre du compartiment concerné.

Au fur et à mesure de l'attribution de dividendes annuels ou intérimaires aux actions de distribution, conformément à l'article 30 des présents statuts, le total des avoirs nets du compartiment à attribuer à l'ensemble des actions de distribution subira une réduction égale aux montants des dividendes distribués, entraînant ainsi une diminution du pourcentage du total des avoirs nets du compartiment attribuable à l'ensemble des actions de distribution; tandis que le total des avoirs nets du compartiment à attribuer à l'ensemble des actions de capitalisation restera constant, entraînant ainsi une augmentation du pourcentage du total des avoirs nets du compartiment attribuable à l'ensemble des actions de capitalisation.

Lorsqu'à l'intérieur d'un compartiment donné, des souscriptions ou des rachats d'actions auront lieu par rapport à des actions de distribution, les avoirs nets du compartiment attribuables à l'ensemble des actions de distribution seront augmentés ou réduits des montants nets reçus ou payés par la Société en raison de ces souscriptions ou rachats d'actions. De même, lorsqu'à l'intérieur d'un compartiment donné des souscriptions ou des rachats d'actions auront lieu par rapport à des actions de capitalisation, les avoirs nets du compartiment attribuables à l'ensemble des actions de capitalisation seront augmentés ou réduits des montants nets reçus ou payés par la Société en raison de ces souscriptions ou rachats d'actions.

A tout moment donné, la valeur nette d'une action de distribution relevant d'un compartiment déterminé sera égale au montant obtenu en divisant les avoirs nets de ce compartiment alors attribuables à l'ensemble des actions de distribution, par le nombre total des actions de distribution alors émises et en circulation.

Pareillement, à tout moment donné, la valeur nette d'une action de capitalisation relevant d'un compartiment déterminé sera égale au montant obtenu en divisant les avoirs nets de ce compartiment alors attribuables à l'ensemble des actions de capitalisation, par le nombre total des actions de capitalisation alors émises et en circulation,

Art. 31. Frais à charge de la société. La société supportera l'intégralité de ses frais de fonctionnement, les frais de courtage et les taxes diverses afférentes à son activité. Elle prend à sa charge les honoraires du conseil d'administration, du Conseiller en Investissements, de la Banque Dépositaire, de l'Agent Administratif, de l'Agent Domiciliaire, de l'Agent payeur et du réviseur d'entreprises, ainsi que des conseils juridiques, de même que les frais d'impression et de publication des rapports annuels et semestriels, du prospectus d'émission, les frais engagés pour la formation de la société, tous les impôts et droits gouvernementaux, les frais liés à l'inscription et au maintien de l'inscription auprès des organismes gouvernementaux et bourses de valeurs ainsi que tous autres frais d'exploitation. Les coûts de constitution pourront être amortis sur les cinq premières années.

La société constitue une seule et même entité juridique. Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 20 des statuts comme suit:

«**Art. 20.** La société pourra conclure une convention avec un ou plusieurs conseillers ou gestionnaires, aux termes de laquelle ces derniers assureront les fonctions de conseil en investissements ou de gestion des avoirs de la société.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'ajouter les termes «du Gestionnaire» à la 2^{ème} phrase de l'article 31 pour lui donner la teneur suivante:

Art. 31. 2^{ème} phrase. Elle prend à sa charge les honoraires du conseil d'administration, du Conseiller en Investissements, du Gestionnaire, de la Banque Dépositaire, de l'Agent Administratif, de l'Agent Domiciliaire, de l'Agent payeur et du réviseur d'entreprises, ainsi que des conseils juridiques, de même que les frais d'impression et de publication des rapports annuels et semestriels, du prospectus d'émission, les frais engagés pour la formation de la société, tous les impôts et droits gouvernementaux, les frais liés à l'inscription et au maintien de l'inscription auprès des organismes gouvernementaux et bourses de valeurs ainsi que tous autres frais d'exploitation.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le 4^{ème} paragraphe de l'article 25 des statuts comme suit:

«**Art. 25. 4^{ème} paragraphe.** L'assemblée générale est convoquée dans les formes et délais prévus par la loi, par lettre adressée à chacun des actionnaires en nom. Si des actions au porteur sont en circulation, la convocation fera l'objet d'avis dans les formes et délais prévus par la loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège de la Banque de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: N. Uhl, L. Moulard, H. Cruz Dias et H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 17 octobre 2003, vol. 425, fol. 62, case 4.– Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 octobre 2003.

H. Hellinckx.

(068499.3/242/209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

DEWAAY GLOBAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 61.318.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 octobre 2003.

H. Hellinckx.

(068502.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

SCANDINAVIAN INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 34.658.

EuroSkandic S.A. a annulé, en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme SCANDINAVIAN INVESTMENT S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 34.658.

Luxembourg, le 16 octobre 2003.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2003, réf. LSO-AJ03663. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(067917.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SCANDINAVIAN INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 34.658.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administrateurs tenue en date du 1^{er} octobre 2003, que conformément à l'article 7 de l'acte de constitution M. Frank Provost, 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, né le 11 novembre 1972 à Paris, France, a été nommé administrateur de la société (co-opté) en remplaçant M. Hans Christer Malmberg, 14, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg né le 21 septembre 1947 à Matteus (Stockholm), Suède, administrateur démissionnaire. Le mandat se terminera à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 2003, réf. LSO-AJ03684. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(067954.3/850/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SCORENCO S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 13.599.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le trois octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Mademoiselle Patricia Ceccotti, employée privée, demeurant à Dudelange;

«le mandataire»

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Nader Atassi, ingénieur, demeurant à F-75016 Paris, 110, Rue de la Faisanderie;

«le mandant»

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme SCORENCO S.A., ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 13.599, a été constituée suivant acte reçu le 6 février 1976, publié au Mémorial C numéro 98 du 13 mai 1976.

II.- Que le capital social de la société anonyme SCORENCO S.A., prédésignée, s'élève actuellement à EUR 49.578,70 (quarante-neuf mille cinq cent soixante-dix-huit euros soixante-dix cents), représentés par 2.000 (deux mille) actions sans désignation de valeur nominale, chacune intégralement libérée.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société SCORENCO S.A.

IV.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs, commissaire de surveillance et directeurs de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de la société dissoute: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. Ceccotti, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 73, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2003.

J. Elvinger.

(070014.3/211/44) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2003.

—
FOLIO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R. C. Luxembourg B 29.960.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 2003

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Madame Denise Vervaeet et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 13 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 2003, réf. LSO-AJ02929. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067688.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

IPConcept FUND MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.

H. R. Luxemburg B 82.183.

Verwaltungsreglement

Stand: November 2003

Das Verwaltungsreglement, welches am 11. November 2003 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlicht wurde und am 1. November 2003 in Kraft trat, legt allgemeine Grundsätze für die von der IPConcept FUND MANAGEMENT S.A. gemäß Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in der Form von «fonds communs de placement» aufgelegte und verwaltete Fonds fest, soweit die Sonderreglements der jeweiligen Fonds dieses Verwaltungsreglement zum integralen Bestandteil erklären.

Die spezifischen Charakteristika der Fonds werden in den Sonderreglements der jeweiligen Fonds beschrieben, in denen ergänzende und abweichende Regelungen zu einzelnen Bestimmungen des Verwaltungsreglements getroffen werden können. Ergänzend hierzu erstellt die Verwaltungsgesellschaft für jeden Fonds eine Übersicht «Der Fonds im Überblick», die aktuelle und spezielle Angaben erhält. Diese Übersicht ist integraler Bestandteil des Verkaufsprospektes.

An dem jeweiligen Fonds sind die Anteilhaber zu gleichen Rechten und im Verhältnis der Zahl der jeweils gehaltenen Anteile beteiligt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit weitere neue Fonds auflegen oder einen oder mehrere bestehende Fonds auflösen. Fonds können zusammengelegt oder mit anderen Organismen für gemeinsame Anlage verschmolzen werden.

Das Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement bilden gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die für den entsprechenden Fonds geltenden Vertragsbedingungen.

Art. 1. Die Fonds

1. Jeder Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen («fonds commun de placement») aus Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Das jeweilige Fondsvermögen abzüglich der dem jeweiligen Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten («Netto-Fondsvermögen») muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des entsprechenden Fonds mindestens den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Jeder Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind im Verwaltungsreglement sowie im Sonderreglement des jeweiligen Fonds geregelt, die beide von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt werden.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilhaber das Verwaltungsreglement, das Sonderreglement des jeweiligen Fonds sowie alle genehmigten Änderungen derselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft ist die IPConcept FUND MANAGEMENT S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet die Fonds im eigenen Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des jeweiligen Fonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des jeweiligen Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuß beraten lassen. Die Kosten hierfür trägt die Verwaltungsgesellschaft, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine anderweitige Bestimmung getroffen wird.

5. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, der aktuelle Informationen zu dem Fonds enthält, insbesondere im Hinblick auf Anteilpreisermittlung, Vergütungen und die Verwaltung des Fonds.

Art. 3. Die Depotbank

1. Die Depotbank für einen Fonds wird im jeweiligen Sonderreglement bestimmt.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement des jeweiligen Fonds und dem Depotbankvertrag zu dem jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung.

Die Depotbank hat jeweils einen Anspruch auf das ihr nach dem Sonderreglement des entsprechenden Fonds zustehende Entgelt und entnimmt es dessen Konten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft. Die in Artikel 13 des Verwaltungsreglements und im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten sonstigen zu Lasten jeden Fonds zu zahlende Kosten bleiben hiervon unberührt.

3. Alle Wertpapiere und andere Vermögenswerte eines Fonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements sowie des Sonderreglements des jeweiligen Fonds verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a. Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b. Gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das jeweilige Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement oder dem Verkaufsprospekt des jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung widersprechen.

6. Verwaltungsgesellschaft und Depotbank sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem jeweiligen Depotbankvertrag zu kündigen. Im Falle einer Kündigung der Depotbankbestellung ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, da andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des entsprechenden Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Fonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

1. Notierte Wertpapiere

Ein Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden geregelten Markt («geregelter Markt») innerhalb der Kontinente von Europa, Amerika, Australien (mit Ozeanien), Afrika oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

Sofern ein Sonderreglement dies vorsieht, kann die Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds daneben auch Indexzertifikate kaufen und verkaufen, wenn es sich um Wertpapiere gem. Artikel 40, Abs. 1 des Luxemburger OGA-Gesetzes handelt, die am Kapitalmarkt begeben werden und die eine Beteiligung an der Wertentwicklung des zugrunde liegenden Wertpapierindexes verbriefen.

2. Neuemissionen

Ein Fondsvermögen kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

- a. in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zu beantragen, und
- b. spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Ziffer 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäß Ziffer 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

3. Nicht notierte Wertpapiere

Bis zu 10% eines Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden. Die Anlage in nicht notierten Wertpapieren darf zusammen mit den verbrieften Rechten gemäß Ziffer 4 dieses Artikels 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

4. Verbriefte Rechte

Bis zu 10% eines Netto-Fondsvermögens können in verbrieften Rechten angelegt werden, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können, die übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert an jedem Bewertungstag gemäß Artikel 7 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements genau bestimmt werden kann. Die Anlage in verbrieften Rechten darf zusammen mit den Wertpapieren gemäß Ziffer 3 dieses Artikels 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

5. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren

a) Bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens können in Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») im Sinne der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 1985 Nr. 85/611/EWG angelegt werden.

b) Anteile oder Aktien an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch gemeinsame Verwaltung, direkte oder indirekte wesentliche Teilhaberschaft oder Kontrolle verbunden ist, verwaltet werden, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifische wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren. Die Verwaltungsgesellschaft wird keinen Ausgabebauschlag und keine Verwaltungsvergütung für Anlagen berechnen, die in derart verbundenen OGAW erfolgen.

6. Anlagegrenzen

a. Bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens investiert sind, ist auf höchstens 40% dieses Netto-Fondsvermögens begrenzt.

b. Der unter a. genannte Prozentsatz von 10% erhöht sich auf 35% und der ebendort genannte Prozentsatz von 40% entfällt für Wertpapiere, die von den folgenden Emittenten begeben oder garantiert werden:

- Mitgliedstaaten der Europäischen Union («EU») und deren Gebietskörperschaften;
- Staaten, die nicht Mitgliedstaaten der EU sind;
- internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

c. Die unter Punkt a. genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80% für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedstaat der EU ansässig sind, begeben werden, sofern

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen;

- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und

- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d. Die Anlagegrenzen unter a. bis c. dürfen nicht kumuliert werden. Hieraus ergibt sich, daß Anlagen in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten grundsätzlich 35% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

e. Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Gesetzes vom 30. März 1988 für Organismen für gemeinsame Anlagen fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

f. Die Verwaltungsgesellschaft darf für jeden Fonds höchstens 10%

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien;

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen;

- der Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA»)

erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten und dritten Gedankenstriches bleiben insoweit außer Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen beziehungsweise die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile oder Aktien eines OGA zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht ermittelt werden können.

Die hier unter e. und f. aufgeführten Anlagegrenzen sind auf solche Wertpapiere nicht anzuwenden, die von Mitgliedstaaten der EU und deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben werden.

Die hier unter e. und f. aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien oder Anteilen an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben;

- der Erwerb von Aktien oder Anteilen einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren;

- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen gemäß Artikel 4 Ziffer 5 und Ziffer 6a. bis f. des Verwaltungsreglements entsprechen. Artikel 4 Ziffer 16 des Verwaltungsreglements ist entsprechend anzuwenden.

g. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds abweichend von a. bis d. unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen öffentliche Gebietskörperschaften, von einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

7. Optionen/Optionsscheine

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für die Fonds der Instrumente (Kauf- und Verkaufsoptionen) bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Insbesondere darf sie die an den Terminbörsen üblichen Geschäfte tätigen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann Optionsscheine und Optionen auf Wertpapiere, Indices sowie Finanzterminkontrakte, die an einer Börse oder an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, kaufen oder verkaufen, oder diese Geschäfte mit Finanzinstitutionen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, abschließen.

a. Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert zu einem im voraus bestimmten Zeitpunkt oder während eines im voraus bestimmten Zeitraums zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Fonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

Darüber hinaus können für einen Fonds Optionen der beschriebenen Art ge- und verkauft werden, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden («over-the-counter» oder «OTC»-Optionen), sofern die Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

c. Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b. genannten Optionen darf 15% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

d. Für einen Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

e. Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds Put-Optionen, so muß der entsprechende Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus den Optionsgeschäften nachkommen zu können.

8. Finanzterminkontrakte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für die Fonds der Techniken (Ankauf und Verkauf auf Termin) und Instrumente (Finanzterminkontrakte) bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Insbesondere darf sie die an den Terminbörsen üblichen Geschäfte tätigen.

a. Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen beziehungsweise verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern.

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c. Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste oder Zinsänderungsrisiken absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen darf, in Relation zum Underlying grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d. Ein Fonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Fondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verpflichtungen aus Verkäufen von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Fondsvermögen unterlegt sind.

9. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Fonds kann Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften (repurchase agreements) kaufen, sofern der jeweilige Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet sowie Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner eines solchen Geschäftes ein erstklassiges Finanzinstitut und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Im Rahmen eines Wertpapierpensionsgeschäftes erworbene Wertpapiere kann der Fonds während der Laufzeit des entsprechenden Wertpapierpensionsgeschäftes nicht veräußern. Im Rahmen des Verkaufs von Wertpapieren in Form von Wertpapierpensionsgeschäften ist der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Fonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

10. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems oder eines Standardrahmenvertrages können Wertpapiere bis zu 50% des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Bonität organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Fondsvermögen erfassen, sofern dem jeweiligen Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CEDEL, der DEUTSCHE BÖRSE CLEARING AG, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

11. Sonstige Techniken und Instrumente

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des jeweiligen Fondsvermögens erfolgt.

b) Dies gilt beispielhaft für Tauschgeschäfte mit Währungen oder Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können oder für Zinsterminvereinbarungen. Diese Geschäfte sind ausschließlich mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute zulässig und dürfen, zusammen mit den in Ziffer 8d dieser Allgemeinen Richtlinien der Anlagepolitik beschriebenen Verpflichtungen, grundsätzlich den Gesamtwert der von dem jeweiligen Fonds in der entsprechenden Währung gehaltenen Vermögenswerte nicht übersteigen.

12. Flüssige Mittel

Bis zu 49% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. Diese Einlagen müssen nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung von Einlagen gesichert wer-

den. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankeinlagen zu überwachen. Die Verfügung über solche Einlagen bedarf jeweils der Zustimmung der Depotbank. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49% vom jeweiligen Netto-Fondsvermögen einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

13. Devisenkursicherung

a. Zur Absicherung von Devisenkursrisiken kann ein Fonds Devisenterminkontrakte sowie Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen oder verkaufen, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen im Sinne von Absatz 7b) gehandelt werden unter der Voraussetzung, daß es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzeinrichtungen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

b. Ein Fonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten abgeschlossen werden.

c. Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Fonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

14. Weitere Anlagerichtlinien

a. Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b. Ein Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c. Ein Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

d. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

e. Im Rahmen der Anlagegrenzen darf die Verwaltungsgesellschaft auch Schuldverschreibungen ohne Zinskupon (Zero-Bonds oder andere verzinsliche Wertpapiere ohne laufende Zinszahlung) erwerben. Beim Erwerb von Zero-Bonds wird die Verwaltungsgesellschaft wegen der regelmäßig längeren Laufzeiten und fehlenden Zinszahlungen der Bonitätsbeobachtung und -beurteilung der Emittenten besondere Aufmerksamkeit widmen. Die Erträge werden bei Verkauf oder Einlösung in der Aufwands- und Ertragsrechnung ausgewiesen.

15. Kredite und Belastungsverbote

a. Ein Fondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.

b. Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Fonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back»-Darlehens erwerben.

c. Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll einbezahlter Wertpapiere können Verbindlichkeiten zu Lasten eines Fondsvermögens übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gemäß Buchstabe b. 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

d. Zu Lasten eines Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

16. Überschreitung von Anlagebeschränkungen

a. Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Wertpapieren beigelegt sind, überschritten werden.

b. Neu aufgelegte Fonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Fonds von den Anlagegrenzen in Absatz 6 a. bis d. und g. dieses Artikels abweichen.

c. Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zu erreichen.

Art. 5. Anteile an einem Fonds und Anteilsklassen

1. Anteile an einem Fonds werden durch Anteilzertifikate, gegebenenfalls mit zugehörigen Ertragsscheinen, verbrieft, die auf den Inhaber lauten, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine andere Bestimmung getroffen wird.

2. Alle Anteile eines Fonds haben grundsätzlich gleiche Rechte.

3. Das jeweilige Sonderreglement eines Fonds kann die Ausgabe verschiedener Anteilsklassen vorsehen, die sich voneinander durch die im jeweiligen Sonderreglement festgelegten Charakteristika unterscheiden. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilsklasse berechtigt.

4. Die verschiedenen Anteilsklassen bestehen aus einem gemeinsamen Netto-Fondsvermögen; außerdem kann innerhalb eines Fonds ein Teil des Netto-Fondsvermögens, welcher klassenspezifisch ist, für eine spezifische Anteilsklasse oder mehrere Anteilsklassen getrennt gehalten werden. Gleichfalls können außer den Verbindlichkeiten, welche für alle ausgegebenen Anteile des Fonds gemeinsam gelten, auch spezifische Verbindlichkeiten für eine oder mehrere Anteilsklassen eingegangen werden.

5. Der Teil des Netto-Fondsvermögens welcher allen Anteilsklassen gemein ist und der Teil welcher einer Anteilsklasse oder den einzelnen Anteilsklassen eines Fonds zuzurechnen ist, wird bestimmt indem die Ausgaben, Rücknahmen, Ausschüttungen, klassenspezifischen Forderungen und Verbindlichkeiten, klassenspezifischen Aufwendungen, Erträgen

Ertragsausgleichsbeträgen, Gewinnen und Verlusten dem Fonds insgesamt oder der beziehungsweise den Anteilsklassen zugeteilt werden, gemäß der im Sonderreglement aufgeführten Definition der Anteilsklasse(n), wobei die unter Artikel 7. aufgeführten Bewertungsregeln entsprechend anzuwenden sind.

6. Die Ausgabe, die Rücknahme und ggfs. der Umtausch der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile bzw. Ertragscheine erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle.

7. Falls für einen Fonds mehrere Anteilsklassen eingerichtet werden, erfolgt die Anteilwertberechnung (Artikel 7) für jede Anteilsklasse durch Teilung des Wertes des Fondsvermögens, der einer Anteilsklasse zuzurechnen ist, durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieser Anteilsklasse.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen und die Beschränkung der Ausgabe von Anteilen

1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Ausgabepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen eines Fonds die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Fonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Fonds erforderlich erscheint.

3. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages. Zeichnungsanträge, die bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge die nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

4. Die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt innerhalb der im jeweiligen Sonderreglement angegebenen Anzahl von Bewertungstagen.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

7. Schalteraufträge können auch nach dem in Ziffer 3. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Zeichnungsantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

Art. 7. Anteilwertberechnung

1. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Tag («Bewertungstag») berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieses Fonds.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist der letzte verfügbare bezahlte Kurs des entsprechenden Wertpapiers an der Börse maßgeblich, die Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a. und b. genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln (z. B. auf Basis der Markttrendite) festlegt.

d) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Bewertungskurse der unter a) und b) genannten Anlagen mit einer Restlaufzeit von weniger als 6 Monaten, ausgehend von den jeweiligen Nettoerwerbiskursen, respektive Bewertungskursen 6 Monate vor Fälligkeit, unter Konstanzhaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei größeren Änderungen der Marktverhältnisse kann die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepaßt werden.

e) Die Bankguthaben werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

f) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen werden zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Bank, bei der das jeweilige Festgeld angelegt wurde, geschlossen wurden, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs den Realisationswert entspricht.

g) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Zinserträge bis einschließlich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag bei Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen.

h) Anlagen, welche auf eine Währung lauten, die nicht der Währung des jeweiligen Fonds entspricht, werden zum letzten bekannten Devisenmittelkurs in die Währung des jeweiligen Fonds umgerechnet. Gewinne und Verluste aus gemäß Artikel 4 Ziffer 13 abgeschlossenen Devisentransaktionen werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

i) Forderungen, z.B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

3. Sofern für einen Fonds verschiedene Anteilklassen gemäß Artikel 5 Ziffer 3 dieses Verwaltungsreglements eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b. Der Mittelzufluß aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens. Der Mittelabfluß aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens.

c. Falls für eine gesonderte Anteilklasse klassenspezifische

- Vermögenswerte erworben und verkauft werden,

- Aufwendungen gezahlt (was ebenfalls einen höheren Anteil von Aufwendungen gegenüber denjenigen von anderen Anteilsklassen beinhaltet) und klassenspezifische Erträge erhalten werden,

- Ausschüttungen vorgenommen werden,

- Forderungen und klassenspezifischen Verbindlichkeiten eingegangen werden,

- Gewinne und klassenspezifische Verluste festgestellt werden,

wird der prozentuale Anteil des Netto-Fondsvermögens dieser Anteilklasse gekürzt um die Anschaffungskosten dieser Vermögenswerte, diese Aufwendungen, diese Ausschüttungen, diese Verbindlichkeiten und diese Verluste und der prozentuale Anteil des Netto-Fondsvermögens dieser Anteilklasse wird erhöht werden um die Verkaufserlöse dieser Vermögenswerte, diese Erträge, diese Forderungen und diese Gewinne.

d. Der Wert von klassenspezifischen Vermögenswerten und der Betrag von klassenspezifischen Verbindlichkeiten wird nur der oder den Anteilsklassen die davon betroffen sind zugerechnet und erhöht oder mindert das Netto-Fondsvermögen der Anteile dieser Klasse oder Klassen.

4. Für jeden Fonds und jede Anteilklasse kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Fonds.

6. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung nach den vorstehend aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht erscheinen lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere, von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

7. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Anteilwert im Wege eines Anteilsplittings unter Ausgabe von Gratisanteilen herabsetzen.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für einen Fonds die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen eines Fonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen Anteile des jeweiligen Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilinhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen

1. Die Anteilinhaber eines Fonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Rücknahmepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag.

2. Die Rücknahme erfolgt grundsätzlich zum Rücknahmepreis des jeweiligen Bewertungstages. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Anteilwert des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb der im jeweiligen Sonderreglement angegebenen Anzahl von Bewertungstagen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Fonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Fonds Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des jeweiligen Fonds erforderlich erscheint.

7. Schaltaufräge können auch nach dem in Ziffer 2. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Rücknahmeantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlussprüfung

1. Das Rechnungsjahr eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Der Jahresabschluß eines Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Ertragsverwendung

1. Die Ertragsverwendung eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Die Ausschüttung kann bar oder in Form von Gratisanteilen erfolgen.

3. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Erträge aus Zinsen und/oder Dividenden abzüglich Kosten («ordentliche Netto-Erträge») sowie netto realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements sinkt.

4. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen, die zehn Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert werden, sind verjährt.

5. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilsklassen gemäß Artikel 5 Ziffer 3. des Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der ausschüttenden Klasse. Im Falle einer Ausschüttung von Gratisanteilen gemäß Ziffer 2. sind diese Gratisanteile der ausschüttenden Anteilsklasse zuzurechnen.

Art. 12. Dauer und Auflösung

1. Die Dauer eines Fonds ist im jeweiligen Sonderreglement festgelegt.

2. Unbeschadet der Regelung gemäß Ziffer 1 dieses Artikels kann ein Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im jeweiligen Sonderreglement keine gegenteilige Bestimmung getroffen wird.

3. Die Auflösung eines Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Dauer abgelaufen ist;
- b) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- c) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
- d) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements bleibt;
- e) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder im Sonderreglement des jeweiligen Fonds vorgesehenen Fällen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bestehende Fonds auflösen, sofern seit dem Zeitpunkt der Auflegung erhebliche wirtschaftliche und / oder politische Änderungen eingetreten sind oder das Vermögen des Fonds unter den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken sinkt, unbeschadet der in Punkt 3.d) dieses Artikels vorgesehenen zwingenden Auflösung.

In den beiden Monaten, die dem Zeitpunkt der Auflösung eines auf bestimmte Zeit errichteten Fonds vorangehen, wird die Verwaltungsgesellschaft den entsprechenden Fonds abwickeln. Dabei werden die Vermögensanlagen veräußert, die Forderungen eingezogen und die Verbindlichkeiten getilgt.

Die Auflösung bestehender, unbefristeter Fonds wird mindestens 30 Tage zuvor entsprechend Artikel 16 Ziffer 5 veröffentlicht. Die in Ziffer 5 enthaltene Regelung gilt entsprechend für sämtliche nicht nach Abschluß des Liquidationsverfahrens eingeforderten Beträge.

5. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung eines Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («Netto-Liquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber des jeweiligen Fonds nach deren Anspruch verteilen.

Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, soweit er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von dreißig Jahren dort angefordert wird.

6. Die Anteilhaber, deren Erben beziehungsweise Rechtsnachfolger oder Gläubiger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 13. Allgemeine Kosten

1. Neben den im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten Kosten können einem Fonds folgende Kosten belastet werden:

- a. bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;
- b. Kosten der Vorbereitung, der amtlichen Prüfung, der Hinterlegung und Veröffentlichung der Fondsreglements einschließlich eventueller Änderungsverfahren und anderer mit dem Fonds in Zusammenhang stehende Verträge und Regelungen sowie der Abwicklung und Kosten von Zulassungsverfahren bei den zuständigen Stellen;

c. Kosten für den Druck und Versand der Anteilzertifikate sowie der Vorbereitung, den Druck und Versand der Verkaufsprospekte sowie der Jahres- und Zwischenberichte und anderer Mitteilungen an die Anteilinhaber in den zutreffenden Sprachen; Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie aller anderen Bekanntmachungen;

d. andere Kosten der Verwaltung;

e. Honorare der Wirtschaftsprüfer;

f. etwaige Kosten von Kurssicherungsgeschäften;

g. ein angemessener Teil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen;

h. Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber eines Fonds handeln;

i. Kosten und evtl. entstehende Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten dieses Fonds erhoben werden;

j. Kosten etwaiger Börsennotierung(en) und die Gebühren der Aufsichtsbehörden und/oder Kosten für die Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb in verschiedenen Ländern, sowie der Repräsentanten und steuerlichen Vertretern sowie der Zahlstellen in den Ländern, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind;

k. Kosten für das Raten eines Fonds durch international anerkannte Ratingagenturen;

l. Kosten für die Einlösung von Ertragscheinern sowie für den Druck und Versand der Ertragschein-Bogenerneuerung;

m. Kosten der Auflösung einer Fondsklasse oder eines Fonds.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann aus dem jeweiligen Fonds kalendertäglich eine gegebenenfalls in der Übersicht «Der Fonds im Überblick» geregelte erfolgsabhängige Vergütung erhalten, um den die Wertentwicklung der umlaufenden Anteile die Wertentwicklung eines Referenzindex übersteigt.

Die als Entgelte und Kosten gezahlten Beträge werden in den Jahresberichten aufgeführt.

Alle Kosten und Entgelte werden zunächst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen. Für alle Kosten und Gebühren können, soweit deren Höhe abzuschätzen ist, nach Maßgabe der Verwaltungsgesellschaft bewertungstäglich Rückstellungen gebildet werden.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten und Bearbeitungsgebühren werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. beim Verkaufserlös abgezogen.

Art. 14. Verjährung und Vorlegungsfrist

1. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Ziffer 5 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungen, die bis zu diesem Zeitpunkt nicht abgefordert worden sind, verjähren zugunsten des jeweiligen Fonds. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, aber nicht verpflichtet, Ausschüttungsbeträge an Anteilinhaber, die ihre Ansprüche auf Ausschüttung erst nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend machen, zu Lasten des Fondsvermögens auszusahlen.

Art. 15. Änderungen

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement sowie das jeweilige Sonderreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Art. 16. Veröffentlichungen

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements sowie Änderungen derselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können über die Verwaltungsgesellschaft, bei der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Die unter Ziffer 3 dieses Artikels aufgeführten Unterlagen eines Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und bei jeder Zahlstelle erhältlich.

5. Die Auflösung eines Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements der jeweiligen Fonds unterliegen Luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und jeden Fonds im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den jeweiligen Fonds beziehen, der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile eines Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements ist maßgeblich, falls im jeweiligen Sonderreglement nicht ausdrücklich eine anderweitige Bestimmung getroffen wurde.

Art. 18. Inkrafttreten

Das Verwaltungsreglement, jedes Sonderreglement sowie jegliche Änderungen derselben treten am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes im Sonderreglement des jeweiligen Fonds bestimmt ist.

Die Unterschrift der Depotbanken erfolgt bezüglich der von ihnen im Einzelfall übernommenen Depotbankfunktion. Der Name der Depotbank ist jeweils im Sonderreglement genannt.

Luxemburg, den 8. Oktober 2003.

Für die Verwaltungsgesellschaft

J. Zimmer / M. Sanders

Verwaltungsratsmitglied / Geschäftsführer

Für die Depotbank

Unterschrift / Unterschrift

Sonderreglement des TÜRKEI 75 PLUS

Stand: November 2003

Für den TÜRKEI 75 PLUS ist das am 1. November 2003 in Kraft getretene und am 11. November 2003 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement in seiner jeweils aktualisierten Form integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen dieses Sonderreglements, das im Mémorial vom 11. November 2003 veröffentlicht wurde und am 1. November 2003 in Kraft trat.

Art. 19. Anlagepolitik

Die Ziele und spezifischen Beschränkungen der Anlagepolitik (die «Anlagepolitik») finden Erwähnung im Verkaufsprospekt. Das Fondsvermögen wird dabei nach dem Grundsatz der Risikostreuung angelegt. Die Anlagepolitik umfaßt entsprechend der Beschreibung im Verkaufsprospekt die Anlage in Aktien und aktienähnlichen Wertpapieren sowie in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren einschließlich Wandel- und Optionsanleihen deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten und in Optionsscheinen auf Wertpapiere und sonstigen zulässigen Vermögenswerten gemäß Artikel 40 (1) und (2) a) und b) des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Art. 20. Anteile

1. Die Anteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös berechtigt.

Art. 21. Fondswährung, Bewertungstag, Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

1. Die Fondswährung ist der EURO.
2. Bewertungstag ist jeder Tag, der zugleich Bankarbeitstag und Börsentag im Großherzogtum Luxemburg und Frankfurt am Main ist.
3. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich einer etwaigen Verkaufsprovision von bis zu 4% des Anteilwertes. Der ermittelte Ausgabepreis wird auf zwei Nachkommastellen kaufmännisch gerundet. Die Verkaufsprovision wird zugunsten der Vertriebsstellen erhoben. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.
Die Verwaltungsgesellschaft kann die Zeichnung von Anteilen Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen.
4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung zahlbar.
5. Rücknahmepreis ist der Anteilwert ohne Abzug einer Rücknahmeprovision.
6. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung.

Art. 22. Ausschüttungspolitik

Die Verwaltungsgesellschaft beabsichtigt, die ordentlichen Erträge aus Zinsen und Dividenden abzüglich Kosten («ordentliche Nettoerträge») auszuschütten. Ferner können die netto realisierten und nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 1 des Verwaltungsreglements sinkt.

Art. 23. Depotbank

Depotbank ist WGZ-Bank LUXEMBOURG S.A., eine Bank im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Art. 24. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Vermögen des Fonds ein jährliches Entgelt von bis zu 2,5% auf das Nettovermögen des Fonds zu erhalten, das auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist.

Die Depotbank berechnet Depotbankgebühren zu den in Luxemburg üblichen Sätzen, die auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar sind. Alle fremden Verwahrungs- und Verwaltungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (CLEARSTREAM BANKING S.A., CLEARSTREAM BANKING AKTIENGESELLSCHAFT und EUROCLEAR) für die Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden, werden separat von der Depotbank in Rechnung gestellt.

2. Ein angemessener Anteil an den Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen, kann dem Fondsvermögen belastet werden.

3. Kosten im Zusammenhang mit der Gründung des Fonds werden auf fünf Jahre in gleichen Raten abgeschrieben.

4. Die Kosten der Abwicklung der Anteilscheingeschäfte durch die Transferstelle können dem Fonds in Rechnung gestellt werden.

5. Die Kosten der Anteilwertberechnung und der Buchhaltung können dem Fonds in Rechnung gestellt werden.

Art. 25. Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr des Fonds endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 1999.

Art. 26. Dauer des Fonds

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 27. Massgebliche Sprache

Die Originalsprache des Verwaltungsreglements und des Sonderreglements ist deutsch. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in nicht deutschsprachigen Ländern verkauft werden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 28. Anlagerichtlinien

In Abweichung von Artikel 4, Punkt 14.e) des Verwaltungsreglements werden die Erträge aus Schuldverschreibungen ohne Zinskupon (Zero-Bonds oder andere verzinsliche Wertpapiere ohne Zinszahlung) bewertungstäglich in den ausschüttungsfähigen Erträgen eines Geschäftsjahres buchhalterisch berücksichtigt.

Luxemburg, den 8. Oktober 2003.

Für die Verwaltungsgesellschaft

J. Zimmer / M. Sanders

Verwaltungsratsmitglied / Geschäftsführer

Für die Depotbank

Unterschrift / Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2003, réf. LSO-AJ06266. – Reçu 44 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068266.2//667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

HELVETIA CAPITAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 67.716.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2003, réf. LSO-AJ06141, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 24 octobre 2003.

Signature.

(068164.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

HELVETIA CAPITAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 67.716.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue en date du 16 septembre 2003, que:

- le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 2002 ont été approuvés par l'Assemblée Générale.
- décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2002.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Rodolphe Hottinger, banquier, ayant son adresse privée au 2, route de Veigy CH-1246 Crosier, de Frédéric Hottinger, banquier, ayant son adresse privée au 2, Freudenberg CH-6343 Rotkreuz et de Christian Cade, directeur, ayant son adresse privée au 25, rue Schoenfels L-8151 Bridel. Leurs mandats expireront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

- L'Assemblée nomme Monsieur Marcel Stephany, expert-comptable, ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch L-7268 Bereldange, commissaire aux comptes en remplacement de Monsieur François Gonzalez, comptable, demeurant 8, rue Ehrang F-57970 Yutz. Son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera les comptes de l'exercice 2003.

Luxemburg, le 16 septembre 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2003, réf. LSO-AJ06138. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068163.3/751/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

**CNR INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. NEWHILL INTERNATIONAL S.A.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 88.245.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions du conseil d'administration en date du 9 octobre que le siège social de la société a été transféré du 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach au 22, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach avec effet immédiat. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Munsbach, le 23 octobre 2003.

Pour extrait conforme

ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES, Société à responsabilité limitée

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05888. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068210.3/556/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

**CNR INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. NEWHILL INTERNATIONAL S.A.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 88.245.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale ordinaire en date du 9 octobre 2003 qu'ont été renouvelés les mandats d'administrateur des personnes suivantes avec effet immédiat, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire ayant à approuver les comptes annuels au 31 octobre 2003:

Catégorie A:

- Monsieur Douglas Proll, Directeur Financier, né à Watson, Canada le 26 septembre 1950, et demeurant au 2021 26th Street SW, Calgary, Alberta, Canada T3E 2A3;

Catégorie B:

- Monsieur Romain Thillens, licencié en sciences économiques, né à Wiltz, Luxembourg le 30 octobre 1952, et demeurant au 10, Avenue Nic. Kreins, L-9536 Wiltz, Luxembourg;

- Monsieur Dominique Ransquin, licencié et maître en sciences économiques et sociales, né à Namur, Belgique le 4 septembre 1951, et demeurant au 25, Rue de Remich, L-5250 Sandweiler, Luxembourg;

Il résulte de ladite assemblée que le mandat du commissaire aux comptes suivant a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire ayant à approuver les comptes annuels au 31 octobre 2003:

- PricewaterhouseCoopers, société à responsabilité limitée, 400 Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Décharge leur a été accordée pour l'exécution de leur mandat au 31 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 23 octobre 2003.

Pour extrait conforme

ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES, Société à responsabilité limitée

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05887. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068209.3/556/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

**CNR INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. NEWHILL INTERNATIONAL S.A.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 88.245.

—
Le bilan et l'annexe de la période allant du 28 juin 2002 (constitution) au 31 octobre 2002, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05889, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 23 octobre 2003.

ERNS & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES, Société à responsabilité limitée

Signature

(068212.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SALON SUSI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.

R. C. Diekirch B 6.086.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 22 octobre 2003, réf. DSO-AJ00121, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23 octobre 2003.

Pour la FIDUCIAIRE DMD

Signature

(902645.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

MIKUNI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 56.499.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le six octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société RAVENEL INTERNATIONAL INC., société de droit des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Road Town, P.O. Box 3175, Tortola (Iles Vierges Britanniques), inscrite sous le numéro 527141 auprès du Registrar of Companies of the British Virgin Islands,

ici représentée par Monsieur Didier Kirsch, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Royal,

vertu d'une procuration générale lui délivrée à Tortola, le 29 janvier 2003, et dont une copie restera annexée au présent acte,

ci-après «la Soussignée».

Lequel comparant a requis le notaire d'acter ce qui suit:

1.- Qu'il existe une société anonyme sous la dénomination de MIKUNI S.A., avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

ci-après «la Société»,

inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, numéro 56.499, constituée suivant acte du notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 27 septembre 1996, publié au Mémorial C numéro 649 du 13 décembre 1996.

2.- Que le capital social est fixé à soixante mille dollars canadiens (60.000,- CAD), divisé en six cents (600) actions de cent dollars canadien (100,- CAD) chacune.

3.- Que la Soussignée est devenue successivement propriétaire de toutes les actions, ce dont la preuve a été rapportée au notaire soussigné.

4.- Qu'en tant que seule actionnaire, la Soussignée déclare expressément vouloir dissoudre et liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité.

5.- Que la Soussignée connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la Société.

6.- Que la Soussignée, actionnaire unique, se considérant comme liquidateur, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société, même inconnus à ce jour.

7.- Que la Soussignée donne décharge expresse aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié, ainsi qu'au notaire soussigné du chef de la documentation de cet acte.

8.- Que la Soussignée remet au notaire toutes les actions de la Société en sa possession pour destruction.

9.- Que partant, la liquidation de la Société est achevée.

10.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'ancien siège de la Société à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: D. Kirsch, J.P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 71, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): T. Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2003.

J.-P. Hencks.

(068520.3/216/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

LUANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.
R. C. Diekirch B 6.417.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 22 octobre 2003, réf. DSO-AJ00120, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23 octobre 2003.

Pour la FIDUCIAIRE DMD

Signature

(902646.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

VERDOSO FINANCIAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 45.217.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le six octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VERDOSO FINANCIAL HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous le numéro B 73.391, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous le numéro B 45.217, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 septembre 1993, publié au Mémorial C numéro 567 du 30 novembre 1993, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 29 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 712 du 24 septembre 1999 et mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 juin 2003, publié au Mémorial C numéro 852 du 20 août 2003.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 10, boulevard Royal,

qui désigne comme secrétaire Madame Claire Adam, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 10, boulevard Royal.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pierre Sprimont, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 10, boulevard Royal.

L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1) Rapport du commissaire à la liquidation FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l.
- 2) Décharge au liquidateur et commissaire à la liquidation.
- 3) Clôture de liquidation
- 4) Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les mandataires.

III) Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV) Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, approuve le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

Le rapport du commissaire à la liquidation, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisé avec ce dernier.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire à la liquidation de ladite société.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société et constate que la société a cessé définitivement d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: J. Bonnier, C. Adam, P. Sprimont, J.P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2003, vol. 140S, fol. 89, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Releveur ff. (signé): T. Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2003.

J.-P. Hencks.

(068514.3/216/56) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

AGILITAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9255 Diekirch, 12, place de la Libération.

R. C. Luxembourg B 96.302.

STATUTS

L'an deux mille trois, le sept octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société anonyme WEMBLEY INVESTMENT SOCIEDAD ANONIMA, enregistrée au registre public du Costa Rica sous le numéro 3-101-294114, avec siège social à San José, Central Avenue, twenty-five street, next to Hotel Tioga offices, apartment B, (Costa Rica).

2.- La société anonyme RAINGOLD INVESTMENT SOCIEDA ANONIMA, enregistrée au registre public du Costa Rica sous le numéro 3-101-305643, avec siège à San José, Central Avenue, twenty-five street, next to Hotel Tioga offices, apartment B, (Costa Rica).

Toutes les deux sont ici représentées par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles.

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}.- Il est formé une société anonyme sous la dénomination de AGILITAS S.A.

Art. 2.- Le siège de la société est établi à Diekirch.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la même commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3.- La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4.- La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat ou toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations; la participation à la création et au développement de toutes sociétés ou entreprises et la prestation de services de conseils et d'assistance à ces sociétés ou entreprises; la prise de mesures de contrôle et de surveillance et l'exécution de toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement de ses objets; le tout sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés Holding.

De plus, la société a pour objet la promotion et le développement de hautes technologies dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement du territoire, des villes et villages; la promotion immobilière; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités; la prestation de services d'administration, de secrétariat et de comptabilité pour les sociétés dans lesquelles la société détient des participations.

D'une façon générale, la société peut faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières et autres se rattachant directement ou indirectement à ces objets ou qui pourront en faciliter la réalisation.

Titre II. Capital - Actions

Art. 5.- Le capital social est fixé à deux millions d'euros (2.000.000,- EUR), représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. Administration

Art. 6.- La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7.- Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la société.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur peut en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres.

Art. 8.- Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9.- La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10.- Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués. Le(s) premier(s) administrateur(s)-délégué(s), pourra (pourront) être nommé(s) par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la société.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11.- Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12.- La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13.- L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier vendredi de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale - Répartition des bénéfiques

Art. 14.- L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15.- L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 16.- La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17.- Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2003.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société anonyme WEMBLEY INVESTMENT SOCIEDAD ANONIMA, prédésignée, mille actions,	1.000
2.- La société anonyme RAINGOLD INVESTMENT SOCIEDA ANONIMA, prédésignée, mille actions,	1.000
Total: deux mille actions,	2.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de deux millions d'euros (2.000.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de vingt-deux mille quatre cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Pol Urbany, Avocat à la Cour, né le 7 avril 1962 à Luxembourg, ayant son domicile professionnel à L-9255 Diekirch, 12, place de la Libération, président du conseil d'administration;

b) Monsieur Romain Schmit, employé privé, né le 18 octobre 1960 à Luxembourg, demeurant à L-7651 Heffingen, 12, Um Knaeppchen;

c) Monsieur Frank Bauler, employé privé, né le 15 février 1966 à L-Ettelbruck, demeurant à L-9370 Gilsdorf, 25, rue Principale.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée COMMISERV, S.à r.l., (R.C.S. Luxembourg section B numéro 45.930), avec siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

4.- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'an 2009.

5.- Le siège social de la société est établi à L-9255 Diekirch, 12, place de la Libération.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès qualités, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Marx - J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 octobre 2003, vol. 524, fol. 79, case 10. – Reçu 20.000 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 21 octobre 2003.

J. Seckler.

(067163.3/231/157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2003.

SPGM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 87.212.

Conformément à l'article 3 de la loi du 12 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, CITCO (LUXEMBOURG) S.A. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 16 avril 2002 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

SPGM, S.à r.l. ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, et CITCO (LUXEMBOURG) S.A. ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 20 octobre 2003.

Signature

L'Agent Domiciliaire

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2003, réf. LSO-AJ04974. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067759.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

GLOBAL BUSINESS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.
R. C. Luxembourg B 96.381.

—
STATUTES

In the year two thousand and three, on the twentieth of October.
Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) SLANEY LIMITED, a company having its registered office at 80, Broad Street, Monrovia, Liberia,
2) PALADIN LIMITED, a company having its registered office at 80, Broad Street, Monrovia, Liberia,
both here represented by Mr Bastien Collette, private employee, with professional address at 6, rue Adolphe Fischer,
L-1520 Luxembourg,

by virtue of two proxies under private seal given in Luxembourg, on October 20, 2003.

Such proxies, after signature ne varietur by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties have decided to form amongst themselves a corporation (Société Anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There is hereby formed a limited corporation (Société Anonyme) under the name of GLOBAL BUSINESS INVESTMENTS S.A.

The registered office is established in the municipality of Luxembourg City.

It may be transferred within the municipality of Luxembourg City by a resolution of the Board of Directors and to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by the law for the amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 2. The Company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in whatsoever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatsoever form, of any undertakings and companies which object is any activities in whatsoever form, as well as the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose, as far as the Company shall be considered as a «Société de Participations Financières» according to the applicable provisions.

The Company may take participating interests by any means in any businesses, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

Art. 3. The corporate capital is set at thirty-one thousand (31,000.-) euro (EUR), represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred (100.-) euro (EUR) each.

Art. 4. The shares shall be bearer or registered shares, at the option of the shareholder.

The Company's shares may be issued, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may repurchase its own shares by means of its free reserves under the provisions set forth in Article 49-2 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by resolution of the general meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The Directors shall be appointed for a maximum period of six years pursuant to a resolution passed by unanimous vote at a general meeting of the shareholders at which the entire issued capital is represented. They shall be re-eligible but may be removed at any time under the same conditions.

In the event of a vacancy on the Board of Directors the remaining Directors have the right to provisionally fill the vacancy; in this case such a decision must be ratified by the next general meeting of shareholders.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the object of the Company.

The Board may in particular float convertible or non-convertible bonded loans, by way of issue of bearer or registered bonds, with any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever.

The Board of Directors will determine the nature, the price, the rate of interest, the issue and repayment conditions as well as any other conditions in relation thereto.

A register of the registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

All matters not expressly reserved to the general meeting of the shareholders by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the Board of Directors.

Art. 7. The Board of Directors may elect a Chairman. In the absence of the Chairman, another Director may preside over the meeting.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between Directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted.

In case of urgency Directors may vote by letter, telegram, telex or telefax.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the Chairman has the casting vote.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, managers, or other officers; they need not be shareholders of the company.

Delegation to a member of the Board of Directors is subject to a previous authorization by unanimous vote at a general meeting of the shareholders at which the entire issued share capital is represented.

Towards third parties the Company is validly bound in all circumstances by the joint signatures of any two Directors or by the individual signature of a delegate of the Board within the limits of its powers.

Art. 8. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 9. The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 10. The annual general meeting of the shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the second Tuesday in the month of March at 10.00 a.m.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 11. Convening notices of all general meetings of shareholders shall be made in compliance with the legal provisions, each Director being entitled to call a general meeting. Moreover a general meeting of the shareholders must be called at the request of any shareholder(s) holding at least ten percent of the issued capital.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting of the shareholders may take place without convening notices.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 12. The general meeting of the shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

The appropriation and distribution of the net profits fall within its exclusive competence.

Art. 13. Under the provisions set forth in Article 72-2 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the Board of Directors is authorised to distribute interim dividends.

Art. 14. The law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, shall apply providing these Articles of Incorporation do not state otherwise.

Transitory provisions

1) The first financial year shall begin today and end on December 31, 2003.

2) The first annual general meeting shall be held in 2004.

Subscription and Payment

The appearing parties have subscribed the shares as follows:

1) SLANEY LIMITED, prenamed, one hundred and fifty-five shares	155
2) PALADIN LIMITED, prenamed, one hundred and fifty-five shares	155
Total: three hundred and ten shares	310

All shares have been entirely subscribed and fully paid up in cash, so that the amount of thirty-one thousand (31,000.-) euro is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary who expressly bears witness.

Statement

The notary drawing up the present deed declared that the conditions set forth in Article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about two thousand and two hundred (EUR 2,200.-) euro.

Constitutive Meeting

Here and now, the appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1) The number of Directors is set at three and that of the Auditors at one.

2) The following are appointed Directors:

a) SOLON (MANAGEMENT) LIMITED, a company having its registered office at 9 Columbus Centre, Pelican Drive, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

b) SOLON DIRECTOR LIMITED, a company having its registered office at TK House, Bayside Executive Park, West Bay Street & Blake Road, Nassau, Bahamas,

c) Mr Hermanus R.W. Troskie, consultant, born on May 24, 1970 in Amsterdam, The Netherlands, with professional address at 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.

3) The following is appointed Auditor:

FIDUCIAIRE NATIONALE, S.à r.l., R. C. Luxembourg B N° 15.319, a company having its registered office at 2, rue de l'Avenir, L-1147 Luxembourg.

4) The mandates of the Directors and the Auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2009.

5) The Company shall have its registered office at 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal on the day and year first hereinbefore mentioned in Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the mandatory of the appearing parties, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) SLANEY LIMITED, une société ayant son siège social au 80, Broad Street, Monrovia, Liberia,

2) PALADIN LIMITED, une société ayant son siège social au 80, Broad Street, Monrovia, Liberia, toutes les deux ici représentées par Monsieur Bastien Collette, employé privé, avec adresse professionnelle au 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg,

en vertu de deux procurations sous seing privé données à Luxembourg, le 20 octobre 2003.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de GLOBAL BUSINESS INVESTMENTS S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à l'intérieur de la municipalité de Luxembourg-Ville par une décision du Conseil d'Administration et dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme «Société de Participations Financières».

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros (EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent (100,-) euros (EUR) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs d'une, de deux ou plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société sera administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans par une décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représentée. Ils sont rééligibles, mais toujours révocables sous les mêmes conditions.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, une telle décision doit être ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa prochaine réunion.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour accomplir les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires, convertibles ou non-convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 7. Le Conseil d'Administration peut désigner son président. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable donnée par décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représenté.

Vis-à-vis des tiers la Société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 8. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mardi du mois de mars à 10.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales, chaque administrateur pouvant convoquer une assemblée générale. Par ailleurs une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée à la requête d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant au moins dix pour cent du capital social émis.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 12. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

L'affectation et la distribution du bénéfice net est de sa compétence exclusive.

Art. 13. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 14. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2003.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2004.

Souscription et libération

Les comparantes ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) SLANEY S.A., préqualifiée, cent cinquante-cinq actions.	155
2) PALADIN LIMITED, préqualifiée, cent cinquante-cinq actions	155
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille (31.000,-) euros est désormais à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille deux cents (2.200,-) euros.

Assemblée constitutive

Et à l'instant, les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) SOLON (MANAGEMENT) LIMITED, une société avec siège social au 9 Columbus Centre, Pelican Drive, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques,
 - b) SOLON DIRECTOR LIMITED, une société avec siège social au TK House, Bayside Executive Park, West Bay Street & Blake Road, Nassau, Bahamas,
 - c) Monsieur Hermanus R.W. Troskie, consultant, né le 24 mai 1970 à Amsterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

FIDUCIAIRE NATIONALE, S.à r.l., R. C. Luxembourg B N°15.319 une société avec siège social au 2, rue de l'Avenir, L-1147 Luxembourg.
- 4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009.
- 5) Le siège de la Société est fixé au 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française; à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: B. Collette, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 87, case 10. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2003.

A. Schwachtgen.

(068363.3/230/279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2003.

MENARINI INTERNATIONAL OPERATIONS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 45.220.

L'annexe au bilan du 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2003, réf. LSO-AJ05229, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003, annule et remplace l'annexe au bilan du 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03464 et déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003, sous le numéro LO30003192.4.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2003.

Signature.

(067689.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

BATIBEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7762 Bissen, 31, route de Boevange.

R. C. Luxembourg B 43.199.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 8 octobre 2003, réf. DSO-AJ00040, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 10 octobre 2003.

Pour la société

COFINOR S.A.

Un mandataire

Signature

(067910.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

IMMO-WORLD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9708 Clervaux, 9, rue du Parc.

R. C. Diekirch B 6.195.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 27 octobre 2003, réf. DSO-AJ00153, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 octobre 2003.

Signature.

(902650.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

DIKRECHER SUPERMAART S.A., Société Anonyme.

Siège social: Ingeldorf.

R. C. Diekirch B 92.554.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 22 mai 2003

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch, employé privé, Koerich - président,
- Monsieur Jeff Leesch, employé privé, Blaschette - administrateur,
- Madame Doris Leesch, employée privée, Luxembourg - administratrice,
- Monsieur Eloi Krier, employé privé, Bertrange - administrateur.

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2003.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2003, réf. DSO-AJ00140. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(902652.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

SPC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 33.235.

EuroSkandic S.A. a annulé, en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme SPC HOLDING S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 33.235.

Luxembourg, le 16 octobre 2003.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2003, réf. LSO-AJ03661. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(067919.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SPC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 33.235.

Extrait des résolutions du conseil d'administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2003, réf. LSO-AJ03667. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(067991.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SOCADE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Echternach.
R. C. Diekirch B 93.392.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 22 mai 2003

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch, employé privé, Koerich - président,
- Monsieur Jeff Leesch, employé privé, Blaschette - administrateur,
- Monsieur Raymond Nockels, employé privé, Consdorf - administrateur,
- Madame Jos Nockels-Wirthor, commerçante, Consdorf - administratrice.

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2003.

Pour le président

E. Krier

Signature

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2003, réf. DSO-AJ00139. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(902653.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

BOUCHERIE DE DIEKIRCH S.A., Société Anonyme.

Siège social: Ingeldorf.
R. C. Diekirch B 92.583.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 22 mai 2003

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch, employé privé, Koerich - président,
- Monsieur Jeff Leesch, employé privé, Blaschette - administrateur,
- Madame Doris Leesch, employée privée, Luxembourg - administratrice,
- Monsieur Eloi Krier, employé privé, Bertrange - administrateur.

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2003.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2003, réf. DSO-AJ00141. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(902654.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

WESTERN WATERWAYS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 82.704.

—
EXTRAIT

Le 1^{er} septembre 2003 s'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire au siège social de la société durant laquelle les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Décharge pleine et entière est accordée au commissaire aux comptes démissionnaire, la société FIDUCOM S.A., au 1^{er} septembre 2003.

Seconde résolution

Nomme comme nouveau commissaire aux comptes, la SOGESTION, sise au Havre, comme nouveau commissaire aux comptes, avec effet au 1^{er} septembre 2003 pour une durée déterminée de trois ans, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2003.

Pour extrait conforme

WESTERN WATERWAYS S.A.

Signatures

Les membres du bureau

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05851. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068146.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

CACTUS BAZAR II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Diekirch.
R. C. Diekirch B 2.059.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 22 mai 2003

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch, employé privé, Koerich - président,
- Monsieur Jeff Leesch, employé privé, Blaschette - administrateur,
- Madame Doris Leesch, employée privée, Luxembourg - administratrice,
- Monsieur Eloi Krier, employé privé, Bertrange - administrateur.

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2003.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2003, réf. DSO-AJ00142. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(902655.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 octobre 2003.

FIDELIN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 46.740.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, réf. LSO-AJ04290, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2003.

Signature.

(067702.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

FIDELIN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 46.740.

—
Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 février 2003

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Alain Van den Bogaert, qui désigne comme secrétaire Monsieur Olivier Claren et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Philippe Havaux.

Le président constate que tous les actionnaires sont présents et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour. Il constate ensuite que les 100 actions constituant l'intégralité du capital social sont représentées et que l'assemblée peut en conséquence valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur et réélection des administrateurs et du commissaire aux comptes.

5. Décharge spéciale à accorder à l'administrateur démissionnaire.

6. Divers.

Après avoir entendu le rapport de gestion et le rapport du commissaire, l'assemblée examine les comptes annuels au 31 décembre 2002 et, après en avoir délibéré, elle prend, chacune à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1) Le rapport de gestion et le rapport du commissaire sont acceptés.
- 2) Les comptes annuels de la société, dont le total bilantaire s'élève à 36.502,21 EUR sont approuvés.

L'assemblée décide de répartir le solde bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 424,32 EUR, auquel s'ajoute le report bénéficiaire des exercices antérieurs s'élevant à 4.580,05 EUR de la manière suivante:

- à la réserve légale	24,32 EUR
- report à nouveau du solde, soit	4.980,08 EUR

3) Décharge est accordée aux membres du Conseil d'Administration et au commissaire.

4) L'assemblée ratifie la cooptation de Monsieur Serge Cammaert au poste d'administrateur, en remplacement de Monsieur Pierre Dochen, démissionnaire. L'assemblée remercie vivement Monsieur Pierre Dochen pour l'intérêt porté au développement de la société.

Sont élus administrateurs pour une durée de six ans:

Monsieur Serge Cammaert,
Monsieur Alain Van den Bogaert,
Monsieur Philippe Havaux.

Est réélue commissaire aux comptes pour la même durée: BANQUE DELEN LUXEMBOURG.

5) L'assemblée accorde décharge spéciale à Monsieur Pierre Dochen, démissionnaire, pour l'exercice de son mandat. Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le président lève la séance à 11.30 heures.

A. Van den Bogaert / P. Havaux / O. Claren

Le président / Le scrutateur / Le secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, réf. LSO-AJ04289. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067711.3/000/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

WEIS TRANSPORTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 147, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 13.463.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 septembre 2003

Les actionnaires de la société WEIS TRANSPORTS S.A., réunis en assemblée générale extraordinaire au siège de la société le 18 septembre 2003, ont décidé, à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

* Le Conseil d'Administration de la société actuellement en place est remplacé par un nouveau Conseil d'Administration, à savoir:

- Monsieur Camille Weis, gérant de sociétés, demeurant à Roodt-Eisch (administrateur-délégué);

- Monsieur Armand Distave, conseil économique et fiscal, demeurant à Luxembourg;

- Madame Elisabeth Weis, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

* Pleine et entière décharge est donnée au Conseil d'Administration précédent.

* Les mandats des membres du nouveau Conseil d'Administration de la société seront valables jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2005.

Strassen, le 18 septembre 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2003, réf. LSO-AJ01356. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067754.3/503/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

COMPAGNIE BELGE D'IRRIGATION ET D'ASSAINISSEMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 35.895.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise par le Conseil d'administration tenu en date du 2 juillet 2003 que:

1. Monsieur Yves Schmit, comptable, demeurant 18, rue de la Résistance à L-8020 Strassen, a été coopté comme nouveau membre du Conseil d'Administration pour une durée de 6 ans en remplacement de Monsieur Marcel Recking, démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2003, réf. LSO-AJ03525. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067833.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SIGNAL LUX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 74, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 54.987.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2003, réf. LSO-AJ03411, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2003.

Signature.

(067871.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

BRISCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R. C. Luxembourg B 73.937.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise par le Conseil d'administration tenu en date du 12 août 2003 que:

1. Monsieur Yves Schmit, comptable, demeurant 18, rue de la Résistance à L-8020 Strassen, a été coopté comme nouveau membre du Conseil d'Administration pour une durée de 3 ans en remplacement de Monsieur Marcel Recking, démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2003, réf. LSO-AJ03528. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067831.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

ROADSTER TWO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 86.703.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2003, réf. LSO-AJ03394, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2003.

Signature.

(067873.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

PMK INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 16, rue des Capucins.
R. C. Luxembourg B 66.505.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05788, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Signature

Un mandataire

(067906.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

EUROPEAN COLLECTIVE INTEGRAL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 85.125.

—
Extrait des Résolutions du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 20 octobre 2003

Au Conseil d'Administration de EUROPEAN COLLECTIVE INTEGRAL LUXEMBOURG S.A. (la «Société»), il a été décidé comme suit:

- De considérer comme nulle et non avenue la procuration établie le 29 juillet 2003 permettant de représenter la société à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juillet 2003, enregistrée à Luxembourg le 4 août 2003, de EXCELL IMMOBILIER S.A., société ayant son siège social à L-1010 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

Luxembourg, le 20 octobre 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur-délégué

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05477. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067941.2//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

PLANETARIUM ADVISOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 59.791.

Le Conseil d'Administration a décidé d'élire par voie de cooptation Monsieur Marc Schammo (DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG) à la fonction d'Administrateur en remplacement de Monsieur Michel Lentz (DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG), Administrateur démissionnaire.

Cette décision sera ratifiée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en mars 2004.

Pour PLANETARIUM ADVISOR S.A.

Société Anonyme

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05580. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067908.3/1126/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

I.G.S. LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 16, rue des Capucins.
R. C. Luxembourg B 67.535.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05785, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Signature

Un mandataire

(067911.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

MONTALVO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 47.466.

EuroSkandic S.A. a annulé en date du 28 août 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme MONTALVO S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.466.

Luxembourg, le 16 octobre 2003.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2003, réf. LSO-AJ03664. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(067914.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

MONTALVO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 47.466.

Extrait des résolutions du conseil d'administration de la société du 28 août 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société le 28 août 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 28 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 2003, réf. LSO-AJ02991. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(068014.3/850/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

PLANETARIUM FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 59.775.

Le Conseil d'Administration a décidé d'élire par voie de cooptation Monsieur Marc Schammo (DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG) à la fonction d'Administrateur en remplacement de Monsieur Michel Lentz (DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG), Administrateur démissionnaire.

Cette décision sera ratifiée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en mars 2004.

Pour PLANETARIUM FUND

SICAV

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05585. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067912.3/1126/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

AMERICAN EXPRESS MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 68.356.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2003, réf. LSO-AJ02741, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2003.

Pour AMERICAN EXPRESS MANAGEMENT COMPANY S.A., société anonyme

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme

Signatures

(067936.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

AXA WORLD FUNDS II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 27.526.

Le siège social de la Société AXA WORLD FUNDS SICAV II a été transféré le 9 août 2002 du 50, Avenue J-F. Kennedy L-1855 Luxembourg au 58, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg le 9 août 2002.

Luxembourg, le 23 octobre 2003.

Pour AXA WORLD FUNDS II, SICAV

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05783. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067939.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

LOGIS NAUTIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 36.373.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 25 septembre 2003 que le Conseil d'Administration a pris acte des modifications de l'adresse professionnelle de l'administrateur-délégué, à savoir Monsieur Raymond Van Herck qui se situe dorénavant au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2003.

LOGIS NAUTIQUE S.A.

Le Conseil d'Administration

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05847. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068142.3/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

CAFE DE L'USINE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 41, rue Emile Mark.
R. C. Luxembourg B 61.812.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2003, réf. LSO-AJ06129, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Signature.

(067953.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SOPARAD HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R. C. Luxembourg B 40.317.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, réf. LSO-AJ05903, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2003.

Signature.

(068017.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

GENERAL DEVELOPMENT ACTIVITIES - G.D.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 76.050.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 septembre 2003 que Mme Laura Policarpi, secrétaire, demeurant Via dei Somazzi 3, CH-6932 Breganzona, a été nommée à la fonction d'administrateur en remplacement de feu M. Gualtiero Canova.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, réf. LSO-AJ04537. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068053.3/521/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

EURO ENTERTAINMENT S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 31.178.

En vertu de l'article 10 de la convention de domiciliation, l'agent domiciliataire de la société EURO ENTERTAINMENT S.A. a pris la décision de résilier avec effet au 8 octobre 2003, la convention de domiciliation signée le 19 août 2001 entre la société EURO ENTERTAINMENT S.A. et BILLON ET ASSOCIES. La société est depuis cette date sans siège social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2003.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05713. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068057.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

EURO ENTERTAINMENT S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 31.178.

En date du 8 octobre 2003, les administrateurs suivants ont démissionné de leur mandat d'Administrateur de la société EURO ENTERTAINMENT S.A., avec effet immédiat:

- Monsieur Gérard Becquer, demeurant au 398 route d'Esch, L-1471 Luxembourg

- Madame Pascale Nutz, demeurant au 398 route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2003.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05716. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068062.3/581/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SINOPIA MULTI INDEX FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 47.074.

Le bilan au 31 mars 2003, enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05709, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 octobre 2003.

Pour SINOPIA MULTI INDEX FUND
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(068065.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

SINOPIA MULTI INDEX FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 47.074.

Extract of the circular resolutions taken at the Annual General Meeting at October 1, 2003

It is resolved:

- PricewaterhouseCoopers, Luxembourg are re-elected as Authorised Independent Auditor for a new term of one year ending at the Annual General Meeting of 2004.

Suit la traduction française:

Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} octobre 2003

- PricewaterhouseCoopers, Luxembourg est réélu en tant que Réviseur d'Entreprises agréé pour une nouvelle année, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2004.

Certifié sincère et conforme

Pour SINOPIA MULTI INDEX FUND
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2003, réf. LSO-AJ05708. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068068.3/526/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

MOISSAC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 74.762.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 septembre 2003 que Mme Laura Policarpi, secrétaire, demeurant Via dei Somazzi 3, CH-6932 Breganzona, a été nommée à la fonction d'administrateur en remplacement de feu M. Gualtiero Canova.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, réf. LSO-AJ04540. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068055.3/521/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

BRASRIO INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 77.273.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, réf. LSO-AJ04552, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2003.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(068069.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2003.

ACTARIS DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 93.714.

ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 84.222.

MERGER PLAN

In the year two thousand and three, on the thirty-first of October.
Before Us, M^e Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Tom Loesch, lawyer, residing in Luxembourg, acting on behalf of the board of directors of the société anonyme ACTARIS DEVELOPMENT having its registered office at L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 93.714 (hereinafter referred to as ACTARIS DEVELOPMENT) and incorporated by a deed of M^e Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg dated 23 May 2003, published in the Mémorial C number 644 of 13 June 2003, which articles of association have been amended for the last time by deed of M^e Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, dated 24 July 2003, published in the Mémorial C number 1083 of 17 October 2003,

by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of directors of ACTARIS DEVELOPMENT dated 30 October 2003.

Mr Tom Loesch, lawyer, residing in Luxembourg, on behalf of the board of directors of the société anonyme ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG S.A., having its registered office at L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 84.222 (hereinafter referred to as ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG) and incorporated by a deed of M^e Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg dated 6 November 2001, published in the Mémorial C number 325 of 27 February 2002, which articles of association have been amended for the last time by deed of Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, dated 30 October 2002, published in the Mémorial C number 1816 of 27 December 2002,

by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of directors of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG dated 30 October 2003.

Such proxies after having been signed ne varietur by the proxyholders acting on behalf of the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the undersigned notary to record that:

1 ACTARIS DEVELOPMENT

ACTARIS DEVELOPMENT is a company incorporated on 23 May 2003 as a société anonyme having as object the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings as well as the administration, development and management of such holdings.

The subscribed capital of the Company is set at one million six hundred ninety thousand two euros (EUR 1,690,002.-), divided into fifty thousand one (50,001) ordinary shares with a nominal value of two euros (EUR 2.-) each (the «Ordinary Shares»), three hundred eighty thousand eight hundred thirteen (380,813) Class A redeemable preferred shares (the «Class A Redeemable Preferred Shares»), three hundred ninety-seven thousand five hundred (397,500) Class B redeemable preferred shares (the «Class B Redeemable Preferred Shares») and sixteen thousand six hundred eighty-seven (16,687) Class C redeemable preferred shares (the «Class C Redeemable Preferred Shares») (together the «Redeemable Preferred Shares»), each with a nominal value of two euros (EUR 2.-) and all of which are fully paid up.

The authorized capital of the Company is set at four million five hundred ninety thousand euros (EUR 4,590,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) Ordinary Shares with a nominal value of two euros (EUR 2.-) each, three hundred eighty thousand eight hundred thirteen (380,813) Class A Redeemable Preferred Shares, three hundred ninety-seven thousand five hundred (397,500) Class B Redeemable Preferred Shares and sixteen thousand six hundred eighty-seven (16,687) Class C Redeemable Preferred Shares each with a nominal value of two euros (EUR 2.-).

ACTARIS DEVELOPMENT's main asset consists in all the shares of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG.

2 ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG is a company incorporated on 6 November 2001 as a société anonyme having as object the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the control, the management as well as the development of these participations.

The subscribed capital of the Company is set at twelve million one hundred thirty-four thousand eight hundred euros (EUR 12,134,800.-), divided into four hundred fifty-six thousand two hundred sixty-nine (456,269) «A» Shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each and twenty-nine thousand one hundred twenty-three (29,123) «B» Shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

3 Merger

ACTARIS DEVELOPMENT contemplates to merge with and absorb ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG (both companies being referred to as «Merging Companies») under the simplified merger procedure (the «Merger») provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies (the «Law»).

The purpose of the Merger is internal to the group of companies to which the Merging Companies belong and contemplates to simplify the current structure of this group of companies.

4 Date of Effect

The Merger shall be effective one month after the publication of the present merger proposal in the Mémorial C (the «Effective Date»). For accounting purposes, the merger should be deemed effective as from 24 July 2003.

5 Financial Accounts

Interim financial statements of the Merging Companies have been prepared on 30 September 2003. These financial statements have been approved by the board of directors of ACTARIS DEVELOPMENT on 30 October 2003 and by the board of directors of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG on 30 October 2003.

The last annual accounts for the year ended on 31 December 2002 have been approved by the general meeting of shareholders of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG on 22 July 2003.

ACTARIS DEVELOPMENT has not yet closed its first financial year.

6 Assets and Liabilities Contributed

Pursuant to the Merger all the assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG will be transferred and assigned to ACTARIS DEVELOPMENT.

7 Advantages granted to the Directors or the Auditors

No special advantages are granted to the members of the board of directors or the statutory auditors of the Merging Companies.

8 Bonds issued by ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG has realised several issues of convertible bonds, which convertible bonds have not yet been converted and will not be converted at the time of the Merger. All the bonds issued by ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG are currently held by ACTARIS DEVELOPMENT. ACTARIS DEVELOPMENT as sole bondholder has agreed to the Merger and as a consequence of the Merger, ACTARIS DEVELOPMENT pursuant to article 1300 of the Luxembourg Civil code, has decided that the bonds it holds and issued by ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG shall be automatically extinguished with effect as of the Merger.

9 Consultation of Documentation

All the shareholders of ACTARIS DEVELOPMENT are entitled to inspect the documents specified in article 267, paragraph 1 (a), (b) and (c) of the law (to the extent these documents do exist given the more or less recent incorporation of the Merging Companies) at the registered office of ACTARIS DEVELOPMENT at least one month before the Merger takes effect. The documents referred to under this paragraph are the merger proposal, the annual accounts, as well as the report on such accounts of the board of directors of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG for the past two years. Each shareholder may obtain a copy of the above referred documents upon request and free of charge.

10 General Meeting of Shareholders of ACTARIS DEVELOPMENT

One or more of the shareholders of ACTARIS DEVELOPMENT holding at least 5% in the subscribed share capital of ACTARIS DEVELOPMENT are entitled, at least one month before the Merger takes effect, to require that a general meeting of shareholders of ACTARIS DEVELOPMENT be called in order to resolve on the approval of the Merger. The meeting must be convened so as to be held within one month of the request for it to be held.

11 Mandates granted by ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

The mandate of the directors and of the auditors of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG will come to an end on the Effective Date and full discharge is hereby granted to the directors and the auditors of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG for the duties performed.

12 Merger formalities

ACTARIS DEVELOPMENT shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry and to effect Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG in accordance with article 274 of the Law.

13 Dissolution of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

The Merger will result in the dissolution without liquidation of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG as of the Effective Date.

14 Keeping of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG's Documents

All corporate documents, files and records of ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG shall be kept at the registered office of ACTARIS DEVELOPMENT for the duration prescribed by law.

15 Issued capital of ACTARIS DEVELOPMENT following the Merger

The issued capital of ACTARIS DEVELOPMENT will not be amended by the Merger.

16 Expenses

The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by ACTARIS DEVELOPMENT.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging companies pursuant to the law.

Expenses

Insofar as the Merger results in ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG, a company with registered office in the European Union, contributing all its assets and liabilities to ACTARIS DEVELOPMENT, the latter refers to Article 4-1 of the law of December 29, 1971 which provides for a capital tax exemption in such case.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Merging Companies are estimated at approximately 7,500 euros.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille trois, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Maître Tom Loesch, avocat, résidant à Luxembourg agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme ACTARIS DEVELOPMENT ayant son siège social au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 93.714 (ci-après désignée ACTARIS DEVELOPMENT) et constituée par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, en date du 23 mai 2003, publiée au Mémorial C numéro 644 du 13 juin 2003, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, en date du 24 juillet 2003, publiée au Mémorial C numéro 1083 du 17 octobre 2003.

En vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil d'administration de ACTARIS DEVELOPMENT en date du 30 octobre 2003.

Maître Tom Loesch, avocat, résidant à Luxembourg agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG S.A. ayant son siège social au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 84.222 (ci-après désignée ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG) et constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, en date du 6 novembre 2001, publiée au Mémorial C numéro 325 du 27 février 2002, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, en date du 30 octobre 2002, publiée au Mémorial C numéro 1816 du 27 décembre 2002.

En vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil d'administration de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG en date du 30 octobre 2003.

Les dites procurations après signatures ne varieront par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant demeureront annexées au présent acte.

Les comparants représentés comme mentionnés ci-dessus ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1 ACTARIS DEVELOPMENT

ACTARIS DEVELOPMENT est une société constituée le 23 mai 2003 sous forme de société anonyme ayant pour objet la prise de participations et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La société a un capital souscrit d'un million six cent quatre-vingt-dix mille et deux euros (EUR 1.690.002,-) divisé en cinquante mille et une (50.001) actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) (les «Actions Ordinaires»), trois cent quatre-vingt mille huit cent treize (380.813) actions préférentielles rachetables de catégorie A (les «Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie A»), trois cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents (397.500) actions préférentielles rachetables de catégorie B (les «Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie B») et seize mille six cent quatre-vingt-sept (16.687) actions préférentielles rachetables de catégorie C (les «Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie C»), (ensembles les «Actions Préférentielles Rachetables»), chacune ayant une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) et toutes entièrement libérées.

Le capital autorisé de la Société s'élève à quatre millions cinq cent quatre-vingt-dix mille euros (EUR 4.590.000,-) divisé en un million cinq cent mille (1.500.000) Actions Ordinaires ayant chacune une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-), trois cent quatre-vingt mille huit cent treize (380.813) Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie A, trois cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents (397.500) Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie B et seize mille six cent quatre-vingt-sept (16.687) Actions Préférentielles Rachetables de Catégorie C ayant chacune une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-).

Le principal actif de ACTARIS DEVELOPMENT consiste dans toutes les actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG.

2 ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG est une société constituée le 6 novembre 2001 sous la forme de société anonyme ayant comme objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle, la gestion et le développement de ces participations.

Le capital social de la société est fixé à douze millions cent trente-quatre mille huit cents euros (EUR 12.134.800) divisé en quatre cent cinquante-six mille deux cent soixante-neuf (456.269) actions ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et vingt-neuf mille cent vingt-trois (29.123) actions ordinaires de catégorie B d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

3 Fusion

ACTARIS DEVELOPMENT envisage de fusionner et d'absorber ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG (les deux sociétés étant désignées comme «Sociétés Fusionnantes») selon la procédure de la fusion simplifiée (la «Fusion») telle que

prévu par les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée concernant les sociétés commerciales (la «Loi»).

L'objet de la Fusion est interne au groupe de société auquel les Sociétés Fusionnantes appartiennent et permettra de simplifier la structure actuelle de ce groupe de sociétés.

4 Date d'Effet

La Fusion sera effective un mois après la publication du présent projet de fusion dans le Mémorial C (la «Date d'Effet»). Comptablement la fusion sera réputée effective à partir du 24 juillet 2003.

5 Etats Comptables

Les états comptables des Sociétés Fusionnantes ont été préparés au 30 septembre 2003. Ces états comptables ont été approuvés par les conseils d'administration de ACTARIS DEVELOPMENT le 30 octobre 2003 et par le conseil d'administration de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG le 30 octobre 2003.

Les derniers comptes annuels de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG pour l'année sociale clôturée le 31 décembre 2002 ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG le 22 juillet 2003.

ACTARIS DEVELOPMENT n'a pas encore clôturé sa première année sociale.

6 Actifs et passifs apportés

En conséquence de la Fusion tous les actifs et passifs de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG, y compris toutes sûretés et privilèges sur ces actifs et passifs, seront transférés et cédés à ACTARIS DEVELOPMENT.

7 Avantages accordés aux administrateurs et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage spécial n'a été accordé aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

8 Obligations émises par ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG a réalisé plusieurs émissions d'obligations convertibles, lesquelles obligations convertibles n'ont pas encore été converties et ne seront pas converties à la date de la Fusion. Toutes les obligations émises par ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG sont actuellement détenues par ACTARIS DEVELOPMENT. ACTARIS DEVELOPMENT en sa qualité de seul obligataire a accepté la Fusion et à la suite de la Fusion, ACTARIS DEVELOPMENT conformément à l'article 1300 du Code civil luxembourgeois a décidé que les obligations qu'elle détient et qui sont émises par ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG seront automatiquement annulées avec effet au jour de la Fusion.

9 Consultation des documents

Tous les actionnaires de ACTARIS DEVELOPMENT sont autorisés à consulter les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe 1 (a), (b) et (c) de la loi (dans la mesure où ces documents existent compte tenu de la constitution plus ou moins récente des Sociétés Fusionnantes) au siège social de ACTARIS DEVELOPMENT au moins un mois avant que la Fusion ne prenne effet. Les documents mentionnés dans ce paragraphe sont le projet de fusion, les comptes annuels, ainsi que le rapport sur ces comptes annuels du conseil d'administration de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG pour les deux dernières années. Chaque actionnaire peut obtenir une copie de ces documents sur demande et sans frais.

10 Assemblée générale des actionnaires de ACTARIS DEVELOPMENT

Un ou plusieurs des actionnaires de ACTARIS DEVELOPMENT détenant au moins 5% dans le capital social de ACTARIS DEVELOPMENT sont autorisés, au moins un mois avant que la fusion ne prenne effet, à demander à ce que l'assemblée générale des actionnaires de ACTARIS DEVELOPMENT soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la fusion. L'assemblée doit être convoquée afin d'être tenue dans le mois qui suit la demande de convocation.

11 Mandat accordé par ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

Le mandat des administrateurs et des commissaires aux comptes de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG prendra fin à la Date d'Effet et décharge est donnée par les présentes aux administrateurs et aux commissaires aux comptes de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG pour l'accomplissement de leur mandat.

12 Formalités de fusion

ACTARIS DEVELOPMENT pourra elle-même effectuer toutes les formalités y compris toutes annonces telles que prévues par la loi, qui seront nécessaires ou utiles pour permettre et réaliser la Fusion ainsi que le transfert ou la cession des actifs et passifs de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG conformément à l'article 214 de la loi.

13 Dissolution de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

La Fusion résultera dans la dissolution sans liquidation de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG à compter de la Date d'Effet.

14 Conservation des documents de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG

Tous les documents sociaux, dossiers et procès-verbaux de ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG seront conservés au siège social de ACTARIS DEVELOPMENT pour la durée prévue par la loi.

15 Capital social de ACTARIS DEVELOPMENT après la Fusion

Le capital social de ACTARIS DEVELOPMENT ne sera pas modifié par la fusion.

16 Frais

Les frais, coûts et honoraires résultant de la fusion seront à la charge de ACTARIS DEVELOPMENT.

Le notaire instrumentant certifie par la présente l'existence et la légalité du projet de fusion et de tous actes et documents incombant aux Sociétés Fusionnantes en vertu de la loi.

Evaluation des frais

Dans la mesure où la Fusion résulte dans l'apport par ACTARIS HOLDING LUXEMBOURG, une société ayant son siège social dans l'Union européenne, de la totalité de ses actifs et passifs à ACTARIS DEVELOPMENT, cette dernière se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 pour bénéficier de l'exemption du droit d'apport dans un tel cas.

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à 7.500 euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; qu'à la demande des mêmes comparants, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaut.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. Loesch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2003, vol. 19CS, fol. 2, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, en vue de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement de son confrère empêché, Maître Gérard Lecuit, notaire à Luxembourg.

Luxembourg, le 4 novembre 2003.

M. Lecuit.

(070743.2/220/270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ROBECO INTEREST PLUS FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 40.490.

ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 58.959.

—
ANNUAL GENERAL MEETINGS

of Shareholders to be held at the registered office of the Companies (see address above) on Thursday 27 November 2003 at 14.00 hours for ROBECO INTEREST PLUS FUNDS and 15.00 hours for ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS.

Agenda of the meetings:

1. Report of the board of directors and auditors' report
2. Consideration and approval of the annual accounts for the financial year 2002/2003
3. Consideration and approval of the profit appropriation for each of the sub-funds for the financial year ended 30 June 2003
4. Discharge of the board of directors
5. Statutory appointments
6. Any other business

The Annual Reports 2002/2003 may be obtained at the registered office of the Companies, of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. and the respective nominees.

Shareholders are advised that no quorum is required and that the decisions will be taken by a simple majority.

Shareholders wishing to attend and vote in person or by proxy at the respective meetings should inform either the nominee, through which the shares are held, or the Companies' management at the registered office in writing not later than 17 November 2003.

Luxembourg, 11 November 2003.

(04822/755/28)

The Board of Directors.

HYPO PORTFOLIO SELECTION SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 61.843.

Die Aktionäre der Sicav HYPO PORTFOLIO SELECTION SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 5. Dezember 2003 um 13.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Wirtschaftsprüfers.
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 30. September 2003.
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder.

4. Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr.
5. Verschiedenes.

Jeder Aktionäre kann der ordentlichen Generalversammlung beiwohnen oder sich vertreten lassen, muss seine Aktien für spätestens den 28. November 2003 beim Sitz der Gesellschaft oder an folgender Adresse hinterlegen: KREDIET-BANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass die Beschlüsse über die Tagesordnung der ordentlichen Generalversammlung keine besondere Beschlussfähigkeit verlangen und mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Jede ganze Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

I (04936/755/22)

Der Verwaltungsrat.

MYRTILLE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 39.998.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 novembre 2003 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2003.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04894/1023/16)

le Conseil d'Administration.

ROMAVER COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.358.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} décembre 2003 à 14.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social.
2. Approbation de la convention de domiciliation.
3. Nomination des administrateurs de la société.
4. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
5. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes aux 31 décembre 1999, 31 décembre 2000 et 31 décembre 2001.
6. Affectation du résultat.
7. Dissolution éventuelle de la société suivant l'article 100 de la loi.
8. Décharge aux Administrateurs et au Commissaires aux Comptes.
9. Nomination d'un Commissaire aux Comptes.
10. Reconduction des mandats des administrateurs.
11. Divers.

Suivi immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire, ou à toute autre date avec le même ordre du jour, par une Assemblée Générale Extraordinaire qui aura lieu à l'Etude Schwachtgen:

1. Suppression de la valeur nominale des actions et constatation que le capital social est désormais exprimé en EUR et modification subséquente du 3^e alinéa de l'article 5 et modification du 7^e alinéa de l'article 6 des statuts.
2. Suppression des deux groupes d'administrateurs.
3. Suppression subséquente du 3^e alinéa de l'article 5 et modification du 7^e alinéa de l'article 6 des statuts.
4. Ajout de trois nouveaux alinéas 4, 5 et 6 à l'article 6 des statuts autorisant les administrateurs à participer par conférence téléphonique aux réunions du Conseil d'Administration.
5. Suppression du 2^e alinéa de l'article 8 des statuts.
6. Suppression des mots «et pour la première fois en 1990» à l'alinéa 1^{er} de l'article 9 des statuts.
7. Divers.

I (04973/000/33)

Le Conseil d'Administration.

56540

BAMBI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 39.326.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 novembre 2003 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2003.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04895/1023/16)

Le Conseil d'Administration.

BILLINGTON HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 39.329.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 novembre 2003 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2003.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04896/1023/16)

Le Conseil d'Administration.

JUPITER S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 34.202.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 27 novembre 2003 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2003
3. Décharge au Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (04909/506/15)

Le Conseil d'Administration.

EUROPEAN COMMUNICATION AND TRANSPORTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 42.374.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Obligataires qui se tiendra le 1^{er} décembre 2003 à 10.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Proroger l'échéance de l'emprunt obligataire
2. Divers

I (04974/000/12)

Le Conseil d'Administration.

56541

CUP INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 30.934.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de la société qui se tiendra le lundi 1^{er} décembre 2003 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2003 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05005/755/18)

Le Conseil d'Administration.

DOLBERG S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 59.499.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 6 novembre 2003 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société qui se tiendra le vendredi 19 décembre 2003 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Ajout à l'article 5 des statuts de 4 alinéas ayant la teneur suivante:

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé «nu-propritaire».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque action sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble,
- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires,
- droit aux dividendes,
- droit préférentiel de souscription des actions nouvelles en cas d'augmentation de capital.

Les droits attachés à la qualité de nu-propritaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit ou de la nue-propriété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:

- 1) Si les actions sont nominatives, par inscription dans le registre des actionnaires:

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit,
- en regard du nom du nu-propritaire de la mention nue-propriété.

- 2) Si les actions sont au porteur:

- par le manteau des actions à attribuer au nu-propritaire et
- par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier.

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts en vue de l'adapter aux décisions prises.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05017/755/33)

Le Conseil d'Administration.

JPMorgan FLEMING FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 8.478.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of JPMorgan FLEMING FUNDS (the «Company») will be held on November 19, 2003 at 3.00 p.m. CET, at the registered office of the Company, as set out above, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended June 30, 2003.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended June 30, 2003.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended June 30, 2003.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the year ended June 30, 2003.
5. Election of Mr Iain OS Saunders, Mr James B Broderick, Mr André Elvinger, Mr Pierre Jaans and Mr Patrick Petitjean to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on June 30, 2004.
6. Approval of the Directors' Fees.
7. Re-election of DELOITTE & TOUCHE S.A. as Auditors until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on June 30, 2004.
8. Allocation of the results for the accounting year ended June 30, 2003.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting:

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements:

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed form of proxy (available at the registered office of the Company or via the Internet site www.jpmorganfleming.com/extra) and return it no later than November 17, 2003 by close of business in Luxembourg at the registered office of the Company (Client Services Department, fax: +352 3410 8000).

Bearer Shareholders

Holders of bearer shares who wish to attend the Meeting must deposit their bearer share certificates no later than November 17, 2003 by close of business with the following institution:

- * KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg as EUROCLEAR and CLEARSTREAM Banking Depository
- * BHF-BANK Aktiengesellschaft, Bockenheimer Landstrasse 10, D-60323 Frankfurt am Main
- * BANQUE DEWAAY S.A., boulevard Anspach, 1, B-1000 Bruxelles
- * CREDITANSTALT AG, Schottengasse 6, A-1010 Vienna
- * IntesaBCI S.p.A., Direzione Centrale, Centro Amministrativo Elettronico di Parma, Reparto Titoli Esteri, via Langhirano 1, I-43100 Parma
- * J.P. MORGAN FLEMING ASSET MANAGEMENT (SWITZERLAND) LIMITED, Dreikönigstrasse 21, CH-8022 Zürich
- * CITIBANK N.A., Sucursal en España, José Ortega y Gasset 29, E-28006 Madrid.

Bearer shareholders are invited to contact the Manager with a view to exchanging bearer share certificate for non-certificated shares.

II (04776/755/46)

By order of the Board of Directors.

AFFORD HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.965.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 20 novembre 2003 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 août 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (04658/795/14)

Le Conseil d'Administration.

FondsSelector SMR SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 20. November 2003 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2003 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2003 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keinen Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefaßt.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, daß die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muß der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Luxemburg im Oktober 2003.

II (04864/755/25)

Der Verwaltungsrat.

ROXAS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.

R. C. Luxembourg B 62.431.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 19 novembre 2003 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (04906/696/17)

Le Conseil d'Administration.

BEOS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 59, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 27.735.

The shareholders are requested to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on November 20, 2003 at 10.00 a.m. in L-2163 Luxembourg, 59, boulevard Royal, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Suppression of the designation of the nominal value of the shares.
2. Note of the conversion of the currency of the subscribed capital from Dutch Guilders into Euro to January 1, 2002, so that after this conversion the subscribed capital will amount to one hundred two thousand one hundred Euro and fifty-five cent (102,100.55 EUR) represented by two hundred and twenty-five (225) shares without designation of a nominal value.
3. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association.
4. Miscellaneous.

II (04923/000/18)

For the Board of Directors.

SAY HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 42.242.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 20 novembre 2003 à 10.00 heures, au siège social 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

II (04865/000/20)

*Le Conseil d'Administration.***PATRIFAM S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 31.932.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 20 novembre 2003 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions
2. Constatation de la conversion de la monnaie d'expression du capital social de francs luxembourgeois en euro au 1^{er} janvier 2001, c'est ainsi que le capital social a un montant de deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euro et cinquante-deux cents (247.893,52 EUR), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.
3. Réinstauration d'un capital autorisé d'un montant de deux millions quatre cent soixante-dix-huit mille neuf cent trente-cinq euro et vingt-cinq cents (2.478.935,25 EUR), sur le vu d'un rapport fait par le conseil d'administration à l'assemblée générale, conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales.
4. Modification afférente du premier et du troisième alinéas de l'article 5 des statuts.

II (04922/000/20)

*Le Conseil d'Administration.***APONE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 53.643.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au siège social en date du 19 novembre 2003 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant l'année financière se terminant au 31 décembre 2002;
2. Approbation du bilan concernant l'année mentionnée ci-dessus et affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Question de la dissolution de la société conformément à l'application de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;
5. Divers.

II (04989/000/18)